



## Communiqué de presse

# “Pause environnementale et importations à bas prix : l’apiculture française en danger”, alerte l’UNAF

Saint-Mandé, le 16 février 2024

Mardi 13 février 2024, l’Union Nationale de l’Apiculture Française (UNAF) a organisé, grâce au soutien des député.e.s **Marie Pochon** et **Pierre Morel-À-L’Huissier**, ambassadrice et ambassadeur de son **Comité de soutien des élu.e.s à l’abeille et aux apiculteurs et apicultrices**, une Conférence de presse à l’Assemblée nationale pour alerter sur la crise de la filière miel française et la « pause » environnementale annoncée par le gouvernement suite aux manifestations agricoles.

“Nous déplorons avec force le **recul de la politique environnementale de la France, opéré par le gouvernement suite aux manifestations agricoles**. L’urgence est à l’accompagnement du monde agricole vers une agriculture plus favorable aux pollinisateurs”, a déclaré Christian Pons, président de l’UNAF. Et d’ajouter : “Et nous alertons sur **la crise que subissent les apiculteurs professionnels qui vendent en vrac**, autrement dit qui commercialisent leur miel par le biais des conditionneurs et de la grande distribution. Cela fait plusieurs mois que ces apiculteurs n’arrivent plus à écouler leur production ou, lorsqu’ils trouvent acheteur, sont contraints de la vendre à un prix proche ou en deçà du simple coût de revient. Cette situation s’explique notamment par **l’importation massive de miels à bas prix**, souvent frauduleux, qui entraîne une concurrence déloyale pour les apiculteurs français. Les pouvoirs publics n’ayant reçu que les syndicats agricoles majoritaires qui ne représentent pas les apiculteurs, l’UNAF et les autres syndicats apicoles, à savoir la Confédération paysanne, la FFAP[1] et le SNA[2], ont décidé de se réunir en **intersyndicale** pour faire entendre leur voix. Ils demandent des **aides conséquentes** pour passer cette période difficile”

Dans son rôle de lanceur d’alerte, L’UNAF a profité de ce moment d’échanges à l’Assemblée nationale pour aborder les difficultés majeures que rencontrent les apiculteurs. Ainsi Christian Pons, apiculteur professionnel dans l’Hérault, a rappelé :

- la nécessité d’**orienter autrement les fonds alloués à la recherche sur le frelon asiatique et le varroa** au regard de l’échec, malgré les sommes faramineuses dépensées, *à trouver des solutions efficaces et pérennes* ;
- les menaces qui pèsent sur tous les pollinisateurs, sauvages comme « domestiques », **leur protection devant faire l’objet d’une seule et même lutte**, à savoir la raréfaction des ressources, la pression exercée par les pesticides ou encore le changement climatique. Ces menaces nécessitent des politiques environnementales fortes.

[1] Fédération Française des Apiculteurs Professionnels

[2] Syndicat National d’Apiculture



Les associations partenaires du Comité des élu.e.s ont ensuite pris la parole pour rappeler l'importance et l'urgence de l'accompagnement du monde agricole vers une agriculture plus favorable aux pollinisateurs et le danger que représente la « pause » environnementale annoncée par le gouvernement. :

- **Amélie Bajolet, présidente du Label *Bee Friendly***, a rappelé le rôle de cette structure dans l'accompagnement des agriculteurs vers des modes de production respectueux des abeilles depuis 10 ans, l'existence de solutions et d'outils techniques, comme *Toxibeas*[3] sur les pesticides, ainsi que la nécessité de valoriser les agriculteurs qui intègrent le respect des pollinisateurs.
- **Denis Asfaux, administrateur de l'Association Française d'Agroforesterie (AFAF)**, a présenté l'approche systémique et territoriale de l'agroforesterie, du sol au paysage et du lombric à l'abeille mais aussi la difficulté actuelle pour les agriculteurs et agricultrices de gérer leurs arbres. C'est pourquoi l'école française d'agroforesterie [4] a été créée pour accompagner techniquement les paysans dans leur quotidien.
- **Yoann Coulmont, Générations Futures**, a alerté sur le recul du plan Ecophyto notamment la menace que représente le changement d'indicateur proposé par le gouvernement qui donnerait l'illusion d'une réduction de l'usage des pesticides alors même que les pratiques n'ont pas profondément évolué et que l'indicateur actuel constate, lui, une augmentation [5].
- **Allain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)**, a rappelé le non-sens de l'opposition entre écologistes et agriculteurs et dénoncé les pauses annoncées sur le sujet phytosanitaire, des haies, des zones humides, jachères, etc. Les questions environnementales ayant servi d'otage aux règlements des nombreux problèmes dénoncés par les agriculteurs notamment concernant la juste rémunération de leur travail.

Les député.e.s présent.e.s ont ensuite exprimé leurs soutiens à l'UNAF et à la protection des pollinisateurs. Ils incitent l'UNAF à poursuivre les échanges dans cette voie pour aider les apiculteurs à être enfin entendus et pris en compte dans la mise en œuvre des politiques publiques.

L'UNAF remercie vivement les ambassadeurs et membres du Comité des élu.e.s présents (dans l'ordre alphabétique) : **Sylvain Carrière**, député de l'Hérault, **André Chassaigne**, député du Puy-de-Dôme, **Sylvie Ferrer**, députée des Hautes-Pyrénées, **Pierre Morel-À-L'Huissier**, député de la Lozère, **Marie Pochon**, députée de la Drôme, **Loïc Prud'homme**, député de la Gironde, **Stéphane Viry**, député des Vosges.

[3] <https://toxibeas.certifiedbeefriendly.org/>

[4] <https://lefa.agroforesterie.fr/>

[5] <https://www.generations-futures.fr/actualites/indicateur-ecophyto/>

